

Prestations de conseils juridiques et représentation en justice

Numéro de consultation : 24PS031

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Appel d'offres ouvert

Prestations intellectuelles

Code de la commande publique

(Issu de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2019 portant respectivement partie législative et réglementaire du code de la commande publique)

Le présent document décrit les modalités et les conditions dans lesquelles les réponses des candidats doivent être apportées. Les candidats sont invités à en prendre connaissance avant la remise de leur dossier.

**DATE ET HEURE LIMITES DE DEPOT DES OFFRES :
VENDREDI 28 FEVRIER 2025 A 12H00**

Charte 
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE



S O M M A I R E

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3 - FORME DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 5 – MONTANTS DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 6 – PROCÉDURE DE PASSATION	3
ARTICLE 7 – DÉROGATION AU PRINCIPE D’EXCUSIVITÉ.....	3
ARTICLE 8 – MODALITÉS DE RÉPONSE	4
8.1 – MODALITES DE REPONSES EN CAS DE GROUPEMENT	4
8.2 – MODALITES DE REPONSE EN CAS DE PRISE EN COMPTE DANS LA REPONSE DE LA CAPACITE D’OPERATEURS ECONOMIQUES AUTRES QUE DES CO-TRAITANTS OU DES SOUS-TRAITANTS	4
8.3 – VARIANTES ET OPTIONS	5
8.4 – MODALITÉ DE RÉPONSE ÉLECTRONIQUE	5
ARTICLE 9 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	7
9.1 – LES DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE	7
9.2 - LES DOCUMENTS CONSTITUANT L’OFFRE	8
ARTICLE 10 – CONDITIONS D’ENVOI ET DE REMISE DES PLIS	8
ARTICLE 11 – SÉLECTION DES CANDIDATS ET CHOIX DE L’OFFRE ÉCONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE	9
11.1 – OUVERTURE DES PLIS	9
11.2 –EXAMEN DES CANDIDATURES	9
11.3 –EXAMEN DES OFFRES.....	10
11.4 – CRITERES DE SELECTION DES OFFRES	10
11.5 – PRECISIONS DEMANDEES AUX CANDIDATS	10
11.6 – MISE AU POINT DU MARCHÉ.....	10
11.7 – MODALITÉS D’ATTRIBUTION DU MARCHÉ	11
ARTICLE 12 - MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	11
ARTICLE 13 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	11
ARTICLE 14 – CLAUSE SOCIALE	12

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

Le présent contrat est passé au nom et pour le compte de l'État, ministère de la Justice, Direction de l'administration pénitentiaire (DAP), pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du code de la commande publique.

La DAP est domiciliée au 13, place Vendôme – 75042 Paris cedex 01.

Le changement de domiciliation du pouvoir adjudicateur n'entraîne pas l'établissement d'un avenant.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des prestations de conseils juridiques et représentation en justice dans le cadre de la passation et de l'exécution de marchés publics multiservices multitechniques et de marchés de partenariat concourant au fonctionnement courant d'établissements pénitentiaires.

ARTICLE 3 - FORME DU MARCHÉ

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire qui s'exécute par émission de bons de commande successifs, selon la survenance des besoins en application des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique (CCP). L'émission de bons de commande peut intervenir seulement pendant la durée de validité du marché.

ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de notification. Il peut être reconduit, deux fois, par tacite reconduction, pour une période de douze (12) mois.

ARTICLE 5 – MONTANTS DU MARCHÉ

Le montant estimatif des prestations exécutées dans le cadre du présent marché est d'un million huit-cent-mille (1 800 000) euros hors taxes pour la durée totale de quatre ans du marché.

En prenant en compte des conclusions de l'arrêt Simonsen & Well A/S, Aff.C-23/20 du 17 juin 2021 de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) relatif à la fin des accords-cadres sans montant maximal, le marché présent est conclu avec un montant maximal.

Le montant maximal du marché est de trois millions (3 000 000) euros hors taxes.

Dès que ce montant maximal du marché est atteint, le marché cesse de produire ses effets.

ARTICLE 6 – PROCÉDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique.

ARTICLE 7 – DÉROGATION AU PRINCIPE D'EXCUSIVITÉ

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire appel, sans indemnisation du titulaire, à un autre conseil dans une des situations suivantes :

- le titulaire n'est pas en capacité de répondre dans les délais souhaités par l'administration ;

- le titulaire n'est pas en capacité, sur un sujet particulier, de répondre à la commande de la personne publique ;
- en cas de défaillance caractérisée du titulaire (mauvaise exécution du marché, retard de transmission dans les analyses commandées etc.) ;
- survenance, pour l'entreprise titulaire du marché ou l'un de ses représentants, d'une situation de conflit d'intérêt avec la DAP ;
- Représentation en justice de l'administration pénitentiaire dans les procédures contentieuses.

ARTICLE 8 – MODALITÉS DE RÉPONSE

Les entreprises peuvent répondre seules ou groupées (groupement solidaire ou conjoint) et/ou en présentant des sous-traitants :

8.1 – MODALITES DE REPONSES EN CAS DE GROUPEMENT

- ✓ **Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises.**

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché. **Néanmoins, dans ce cas :**

- le groupement devra produire le formulaire DC1 présentant chaque entreprise constituant le groupement et habilitant l'entreprise mandataire à présenter le dossier ; ce document devra être produit en un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement ; le DC1 est téléchargeable sur le site du ministère de l'Économie et des Finances :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- et, chaque entreprise constituant le groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité.

- ✓ Les candidats ne peuvent pas présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.
- ✓ Dans le cas où les entreprises ont présenté leur candidature sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises, la DAP les informe qu'en cas d'attribution du marché à un tel groupement, elle imposera, au sens de l'article R.2142-3 du code de la commande publique la forme du groupement solidaire dans la mesure où cette transformation est nécessaire pour la bonne exécution du marché.
- ✓ Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

8.2 – MODALITES DE REPONSE EN CAS DE PRISE EN COMPTE DANS LA REPONSE DE LA CAPACITE D'OPERATEURS ECONOMIQUES AUTRES QUE DES CO-TRAITANTS OU DES SOUS-TRAITANTS

Le candidat peut demander, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières concernant la prestation, que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d'autres opérateurs économiques.

Dans ce cas, le candidat devra :

- justifier des capacités de ces opérateurs en produisant les renseignements exigés au stade des candidatures dans l'avis de publicité ;

et

- justifier qu'il en disposera pour l'exécution du marché en produisant un engagement écrit de l'opérateur.

8.3 – VARIANTES ET OPTIONS

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter des variantes par rapport aux spécifications définies dans le cahier des charges.

Ce marché comporte des options :

- Deux reconductions tacites d'une durée de douze (12) mois,
- La réalisation de prestations similaires.

8.4 – MODALITÉ DE RÉPONSE ÉLECTRONIQUE

Tout dépôt sur une plate-forme de dématérialisation, sur un site internet ou sur une adresse électronique autre que celle indiquée à l'article 11.1 ci-dessous est nul et non avenue.

Sur la plateforme de l'État, les candidats peuvent disposer d'une aide pour les procédures électroniques. Cette aide détaille les modalités à suivre pour le dépôt des candidatures et des offres.

L'entreprise devra préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par la DAP peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

SIGNATURE ELECTRONIQUE

Les opérateurs économiques déposent leurs offres dématérialisées sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) indiquée à l'article 11.1 du présent règlement de la consultation.

Les actes d'engagement et les attestations d'absence de conflit d'intérêt, transmis par les candidats avec leurs offres, sont signés au moyen d'un certificat de signature électronique de niveau 2, qui garantit notamment l'identification du candidat.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature du signataire,
- 2) à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature¹ conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

1) LES EXIGENCES RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE DU SIGNATAIRE

¹ Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé)

Le certificat de signature du signataire doit respecter au moins le niveau de sécurité demandé (niveau 2).

1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>
- <https://esignature.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/home>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2nd cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plateforme de dématérialisation de l'État (PLACE) accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité demandé (niveau 2), et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire

→ Le signataire transmet les informations suivantes :

a/ la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...

Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;

b/ L'adresse du site internet de référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

2/ LES EXIGENCES RELATIVES A L'OUTIL DE SIGNATURE UTILISE

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le candidat est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Cas 2 : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

-le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est obligatoire ;

-le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

ARTICLE 9 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats devront remettre obligatoirement :

- les documents relatifs à la candidature
- les documents constituant l'offre

Il est précisé aux candidats que les documents transmis dans le cadre de cette consultation doivent :

- être clairs, concis et précis ;
- s'en tenir à répondre aux questions posées et aux exigences formulées par la DAP.
- **être rédigés en langue française**, conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994. Néanmoins, si les documents fournis ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

9.1 – LES DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE

- **la lettre unique de candidature (imprimé DC1 à jour ou équivalent)** dûment renseigné par le candidat se présentant seul ou, en cas de groupement, par l'ensemble des membres du groupement ou une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique, relative aux marchés publics et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
 - NB : pour les entreprises non établies en France, ces documents sont à fournir au vu des règles d'effet équivalent du pays d'établissement.
- **la déclaration sur l'honneur ou déclaration du candidat : (imprimé DC2 à jour ou équivalent)** dûment rempli par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, un imprimé DC2 rempli par chaque membre du groupement, en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques ;
- **en cas de candidature présentée par un groupement d'entreprises** : les documents listés à l'article 7.1 (DC1) – Modalités de réponse en cas de groupement, ci-dessus ;
- **en cas de candidature présentée par une entreprise en situation de redressement judiciaire** : la copie du jugement prononcé ;

- **les attestations sur l'honneur et documents des articles L 8254-1 et D 8222-5 et D 8254-2 ou D 8222-7 et D 8254-3 du code du travail ;**
- **un extrait de Kbis ou le numéro unique communiqué par l'INSEE ;**
- **un relevé d'identité bancaire ou postal, s'il le candidat le souhaite.**

Les formulaires sont téléchargeables sur le site du Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

9.2 - LES DOCUMENTS CONSTITUANT L'OFFRE

Le candidat devra remettre impérativement les documents suivants (sous *peine de rejet*) :

1. l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé par une personne habilitée à engager le candidat ;
2. l'annexe financière complétée ;
3. l'attestation d'absence de conflit d'intérêt, portant l'en-tête de la société, complétée et signée par une personne habilitée à engager la candidat ; en cas de groupement, chaque membre du groupement établit une attestation distincte ;
4. le cadre de réponses techniques dûment complété permettant à l'administration d'apprécier la qualité technique de l'offre ;
5. tout élément que le candidat estime nécessaire de porter à la connaissance de l'administration permettant de répondre à l'objet du marché ;
6. une attestation d'exercice à la profession.

L'offre devra être rédigée en langue française et exprimée en euros.

Toute offre irrégulière sera écartée. L'absence de transmission dans les délais impartis de l'annexe financière ou du cadre de réponses techniques ne peut donner lieu à une régularisation de l'offre du candidat.

En revanche, en cas d'absence d'informations demandées, l'administration **se réserve le droit** de régulariser l'offre du candidat ou de demander des compléments d'informations.

Dans ce cas, ils doivent être fournis dans les 5 jours suivant l'envoi de la demande par la DAP via la plateforme de dématérialisation. Le jour d'envoi du mail et le jour de réception ne sont pas comptabilisés.

ARTICLE 10 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

Les candidats déposent leur offre dématérialisée sur le site de la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE) :

www.marches-publics.gouv.fr

Aucun envoi par télécopie, par voie postale ou courriel ne sera accepté.

En cas de réponse électronique, il est également possible d'envoyer une COPIE DE SAUVEGARDE, celle-ci devra être dans une enveloppe cachetée portant la mention :

« COPIE DE SAUVEGARDE : Prestations de conseils juridiques et représentation en justice » et transmise par lettre recommandée avec avis de réception postale (ou équivalent) à l'adresse

suivante : Ministère de la Justice - Direction de l'administration pénitentiaire – Sous-direction du pilotage et du soutien des services – PS5 Bureau de la performance - Pôle achats - 13 place Vendôme, 75042 PARIS CEDEX 01

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique - doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par la DAP,
- lorsqu'une candidature et une offre ont été transmises par voie électronique, mais ne sont pas parvenues à la DAP dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'ont pas pu être ouvertes, la DAP procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

TRES IMPORTANT :

- ✓ L'attention des candidats est attirée sur le fait que les plis non parvenus à la date et heure limites ne seront pas pris en compte.
- ✓ **Le n° SIRET du candidat renseigné dans PLACE doit correspondre au n° SIRET du candidat indiqué dans l'acte d'engagement**
- ✓ Le jour de la date limite de remise des plis est indiqué sur la page de garde du présent document.
- ✓ Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des plis indiqués sur la page de garde.
- ✓ La période de validité d'une offre présentée par un candidat est **de cent quatre-vingts (180) jours** à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 11 – SÉLECTION DES CANDIDATS ET CHOIX DE L'OFFRE ÉCONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE

11.1 – OUVERTURE DES PLIS

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites de réception des offres annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde du présent document.

11.2 – EXAMEN DES CANDIDATURES

L'examen des candidatures se fera au regard des capacités techniques, financières et professionnelles.

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par la DAP s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés dans l'avis de publicité pour apprécier sa capacité financière (exemple : attestation d'un commissaire aux comptes, déclarations de contrats en cours justifiant le futur chiffre d'affaires, compte de résultats etc.).

A l'issue de l'examen des candidatures, le représentant du pouvoir adjudicateur éliminera :

- les candidats en redressement judiciaire dont la période d'observation est inférieure à la durée d'exécution du marché si le candidat change de situation au regard des motifs d'exclusion mentionnés à l'article L.2141.12 du code de la commande publique ;
- Les candidatures incomplètes qui, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose le pouvoir adjudicateur de demander des compléments, ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées R.2143-3 et R.2143-4 du code de la commande publique ;
- Les candidats ne présentant pas les capacités financières et techniques suffisantes ;
- Les candidatures portant atteinte aux règles relatives à la liberté de prix et à la concurrence.

11.3 – EXAMEN DES OFFRES

A l'issue de l'examen des offres, seront éliminées les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées conformément aux dispositions de l'article L.2152-1 du code de la commande publique.

Attention, seront déclarées non conformes les offres qui présenteront une ou plusieurs caractéristiques non conformes aux dispositions du CCTP.

11.4 – CRITERES DE SELECTION DES OFFRES

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 à R. 2152-8 du code de la commande publique. Il ne pourra pas y avoir de négociations avec les candidats.

Le marché à conclure sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, jugée telle sur la base des critères et des sous-critères définis et pondérés comme suit :

Valeur technique de l'offre : 65 points

La valeur technique de l'offre porte sur l'analyse du cadre des réponses techniques :

- Sous-critère 1 : Qualité et expérience de l'équipe intervenante : 35 points
- Sous-critère 2 : Organisation, méthodologie et approche : 30 points

Valeur financière de l'offre : 35 points

La valeur financière de l'offre sera appréciée selon un scénario estimatif de commande de :

- 120 prestations simples ;
- 450 prestations complexes.

11.5 – PRECISIONS DEMANDEES AUX CANDIDATS

Des précisions pourront être demandées au candidat :

- soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée,
- soit lorsque l'offre paraît anormalement basse.

11.6 – MISE AU POINT DU MARCHÉ

Le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché sans que les modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles.

11.7 – MODALITÉS D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

La DAP choisira l'offre économiquement la plus avantageuse. Les offres seront classées par ordre décroissant.

Conformément à l'article R.2143-11 du code de la commande publique et à l'article L 8254-1 du code du travail, le candidat retenu devra produire **dans un délai maximum de cinq jours ouvrés** à compter de la demande effectuée par la DAP à l'issue de la sélection des offres :

➤ **si le candidat est établi en France :**

1° les derniers certificats fiscaux et sociaux disponibles justifiant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales lui incombant l'année précédente (sauf si ces certificats ont été produits dans le dossier de candidature).

2° les pièces demandées à l'article D 8222-5 du code du travail

et, s'il emploie des salariés étrangers :

3° la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail.

➤ **si le candidat est établi à l'étranger :**

1° les certificats fiscaux et sociaux établis par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou si elle n'existe pas, par une déclaration solennelle devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays².

2° les pièces demandées aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail.

et, s'il détache sur le territoire français des salariés pour l'exécution du marché :

3° la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail.

Le choix sera définitif lorsque le candidat aura fourni ces documents.

ARTICLE 12 - MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

La DAP se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des **modifications de détails** au dossier de consultation.

Le délai de six (6) jours est décompté à partir de la date à laquelle ces modifications ont été envoyées aux entreprises candidates.

Si la date limite de remise des offres est reportée, cette disposition est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 13 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements d'ordre technique ou administratif qui leur seraient nécessaires au cours de l'examen du dossier de consultation et/ou de l'élaboration de leur réponse, les candidats

² Le site officiel d'information administrative pour les entreprises met en ligne des informations à ce sujet à destination des opérateurs économique souhaitant participer à un marché public : <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F23384>

La Commission européenne met également en ligne des informations générales sur les certificats et sur les listes officielles d'opérateurs économique agréés ainsi que des modèles de certificats délivrés par les états membres : <https://ec.europa.eu/tools/ecertis/#/homePage>

devront faire parvenir **une demande écrite 10 jours avant la date limite de remise des offres** via la plateforme de dématérialisation : www.marches-publics.gouv.fr.

Les réponses aux questions parvenues dans ce délai seront envoyées à tous les candidats au plus tard 6 jours avant la date limite pour la réception des offres.

Il ne sera répondu à aucune question orale.

ARTICLE 14 – CLAUSE SOCIALE

Le ministère de la Justice est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (égalité conditionnalité).

La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances.

La prise en compte de l'égalité femmes-hommes doit être limitée aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations dudit contrat. Dès lors, l'attributaire doit impérativement renseigner le questionnaire disponible via le lien ci-dessous, avant la date de notification du marché :

https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm

Le questionnaire devra également être complété **2 mois avant la date de fin du marché** ».